



Paris, le 5 mars 2024

**Monsieur Gabriel ATTAL**  
**Premier Ministre**  
**Hôtel de Matignon**  
**57 rue de Varenne**  
**75007 Paris**

Objet : pilotage et moyens pour l'Ecole publique, l'Ecole de tous

Monsieur le Premier Ministre,

*La situation de l'Ecole aujourd'hui, de ses personnels et de ses élèves, semble suspendue à votre entière décision et dépendre de votre agenda, alors même qu'elle n'a sans doute jamais connu de telles urgences dont elle ne peut souffrir d'attente.*

*Certes, dès votre départ de la rue de Grenelle, vous aviez annoncé emporter avec vous à Matignon le dossier de l'Ecole et au SE-Unsa nous vous avons demandé de rester le garant d'une Ecole qui a les moyens de fonctionner mais pas d'en rester le pilote. La réalité est inverse : l'Ecole vient de se voir annoncer des restrictions budgétaires et sa ministre actuelle est contrainte d'attendre vos arbitrages.*

*Pourtant, il y a seulement quelques mois, vous aviez admis que notre Ecole, au regard de ses enjeux et de ses difficultés, devait bénéficier de mesures réunissant investissement, courage et réactivité. Qu'en est-il quelques mois plus tard ? Passé les remous médiatiques d'une succession de ministres, c'est un calme anormal et inquiétant qui règne sur le plus gros ministère de notre pays. Toute urgence semble être devenue moins urgente.*

### **Les leviers de l'attractivité ne sont toujours pas activés**

*Vous l'aviez annoncé comme votre chantier prioritaire en septembre 2023, la pénurie de personnels, principal frein à la réussite de tout dispositif visant à faire réussir l'Ecole, ne s'est vue apportée aucune réponse. Les constats sont largement partagés, les leviers efficaces à activer aussi. L'exemple le plus flagrant est le déplacement, dès 2025, des concours deux ans plus tôt qu'actuellement pour les personnels enseignants et d'éducation. Alors que tout le monde sait dire que ce déplacement contribuerait à réaugmenter de façon significative les viviers de candidats, les annonces se font attendre depuis de longs mois. Or l'heure tourne et ne joue pas en la faveur de cette mesure pourtant essentielle mais nécessitant du temps de construction et d'articulation. Le gouvernement jouerait-il la montre pour s'éviter de choisir entre la santé de l'Ecole et un autre fléchage des moyens de l'Etat ?*

### **Le plan Choc des savoirs est devenu illisible**

*Face à la crispation, et même la colère, générée par les annonces du plan Choc des savoirs, aggravée par la réalité des moyens insuffisants alloués pour le mettre en place, le SE-Unsa en appelle à l'honnêteté politique et demande l'abandon de l'intégralité des mesures qui soutiennent le plan. Décalage avec les besoins réels,*

.../...

*investissement au rabais, temps de mise en œuvre insuffisant et dialogue suspendu, tout plaide pour un renoncement du plan Choc des savoirs. Concernant les groupes de niveau, la ministre a beau tenter de rassurer, jouant sur les mots et les chiffres, plus rien ne les justifie tant ils sont devenus impopulaires faute d'avoir su convaincre de leur efficacité. Les moyens que vous vous êtes satisfaits d'obtenir en janvier, malgré tout très insuffisants, doivent permettre aux équipes de gérer la diversité des besoins des élèves sur la base de leur expertise et de leur choix les plus adaptés, et non sur la base de cadres contraints inadaptés et dommageables.*

***L'Ecole inclusive semble avancer sans les personnels***

*Elle était, elle aussi, l'un des objets qui devait occuper le dialogue il y a des mois, entachée d'un constat très alarmant : les personnels sont au bord de la rupture face à la difficulté d'accompagner tous les élèves dans de bonnes conditions. L'Ecole pour tous n'a pas les moyens de bien accueillir, elle le fait donc au détriment des élèves et des personnels. Cependant, alors que là aussi les propositions pour améliorer la situation de l'Ecole inclusive existent, le SE-Unsa en a fait, et alors que ce dossier doit urgemment être échangé et travaillé, le dialogue est au point mort. Mais visiblement pas pour tout le monde. Ce dossier interministériel réunit certains acteurs et continue d'avancer mais sans les personnels concernés de l'Education nationale ! Qu'en penser si ce n'est une volonté de prendre des mesures qui seront à rebours de ce que les personnels dénoncent depuis des années et à rebours de leur capacité à accueillir une partie des élèves. Qu'en penser si ce n'est un acte II de l'Ecole inclusive qui, sans les personnels, ne pourra qu'aggraver la situation actuelle déjà trop douloureuse. Il y a donc urgence à reprendre le dialogue pour construire une Ecole pour tous efficace et aux contours partagés.*

***Dans ce contexte d'une Ecole reléguée au second, voire au troisième plan des priorités gouvernementales alors qu'elle n'a pas le luxe de l'être, le SE-Unsa vous demande de vous rappeler vos constats lucides d'il y a seulement quelques mois et de tenir vos engagements pour que l'Ecole de tous puisse fonctionner.***

***Redonnez toute légitimité à la ministre Mme Nicole Belloubet pour dialoguer et acter, pour répondre et décider. Elle doit pouvoir rouvrir au plus vite le chantier de l'attractivité, elle doit pouvoir revenir sur le plan Choc des savoirs en écoutant ce que dit toute la communauté éducative et elle doit pouvoir œuvrer avec les personnels à une Ecole inclusive qui cesse de faire souffrir.***

***Renoncez à faire des économies sur l'éducation des élèves et jeunes de notre pays. Nous savons tous à quel point ces économies coûtent cher, très cher, à l'équilibre d'un pays.***

*Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de mes respectueuses salutations.*



**Elisabeth Allain-Moreno**  
**Secrétaire générale**

*Copie à Mme Nicole Belloubet, ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse*